* Vu l’ampleur de l’évènement et la gravité des blessures, il est normal qu’un bilan soit fait. Il est légitime aussi de se demander pourquoi, au lieu de recevoir les GJ, Emmanuel Macron a lancé un grand débat qui n’était qu’un miroir aux alouettes et des cahiers de doléances qui dorment encore dans les mairies.
* Devant le fossé qui s’approfondit entre les élus et les citoyens, rétablir la confiance est un objectif. Il n’y a pas de contrat social sans la confiance. Je cite souvent la question de l’arc de triomphe. Une commission d’enquête pourra enfin poser aux responsables la question suivante : pourquoi n’était-il pas protégé ?
* Si notre demande est légitime, chaque groupe (AN et Sénat) doit la prendre en charge. Le Président du Sénat m’a fait répondre qu’il la transmettait au Président de la Commission des lois auquel j’ai écrit. A l’inverse, le groupe LFI n’a rie répondu, mais une de ses élus s’est présentée comme porte-parole de cette initiative qui n’a de sens que si elle rassemble le plus possible les représentants.
* Les citoyens doivent contacter les députés et sénateurs pour leur demander d’appuyer la démarche.